

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Paris, le **18 DEC. 2018**

Le ministre d'Etat

à

- Madame la Vice-présidente du conseil général de l'environnement et du développement durable
- Monsieur l'Inspecteur général des affaires maritimes

L'espace maritime, longtemps considéré comme hostile, fait depuis quelques années l'objet de projets de valorisation par création d'installations permanentes ou saisonnières génératrices d'activités économiques.

L'utilisation de bateaux comme logements permanents ou pour la location de très courte durée dans les ports de plaisance pose des questions nouvelles aux gestionnaires de ces équipements et souligne l'inadaptation des règles d'urbanisme, environnementales, fiscales, domaniales et du volet portuaire du code des transports à ces usages nouveaux.

Mais la demande aujourd'hui porte sur des occupations du domaine public maritime en mer, avec une desserte par bateaux de service. Plusieurs porteurs de projet ont développé des concepts de maisons flottantes, éventuellement regroupées en hameaux autour d'équipements communs de restauration, de loisirs ou de services. D'autres imaginent, à partir de solutions issues des plateformes pétrolières, des centres de conférence ou de recherche au large à plusieurs milles des côtes. Est enfin évoquée la possibilité d'installations industrielles (ports off shore, ateliers de construction navale). Des projets d'îles artificielles, flottantes ou non, de taille voisine de l'hectare sont aussi à l'étude pour accueillir des entreprises de service et logements.

Le développement de l'économie bleue est un enjeu pour notre pays et ces projets méritent d'être évalués dans toutes leurs conséquences et sans a priori. Il convient de faire en sorte que les réalisations éventuelles ne génèrent pas des charges collectives indues en reproduisant certaines erreurs de développement qui n'avaient pas été anticipées à terre, soient à l'origine d'accidents ou de pollutions ou introduisent des distorsions concurrentielles préjudiciables aux activités existantes.

Les dossiers reçus à ce jour, basés sur des concepts nouveaux mobilisent de manière discutable des réglementations élaborées pour des pratiques historiques. L'implantation en mer donne parfois l'impression d'être utilisée pour s'affranchir des contraintes des implantations terrestres, de quelque nature qu'elles soient.

Plusieurs préfets et élus m'ont saisi pour me faire part de leurs questionnements et de leurs inquiétudes sur le traitement de ces projets dans le cadre des autorisations d'occupation du domaine public maritime ou portuaire. Ils relèvent également le flou ou l'absence de cadre juridique, l'utilisation contestable d'un cadre existant (par exemple, le régime de navire de plaisance pour des barges à la mobilité très limitée, mais permettant de s'affranchir des règles d'urbanisme).

Je souhaite donc disposer d'une réflexion stratégique aussi large que possible.

Vous analyserez les impacts des différents types de projets sur les autres usages, les questions de sécurité publique, notamment de police portuaire et de navigation, sur les rejets en mer, la gestion des déchets, le bruit, la pollution lumineuse, la biodiversité, les paysages, la préservation du littoral, les risques naturels...

Si l'autonomie énergétique de ces projets est souvent avancée, les coûts de desserte ou de mise en sécurité restent à évaluer. Le potentiel de recyclage des installations en fin de vie sera examiné.

Vous examinerez en quoi la réglementation existante apporte des réponses adaptées ou non. Vous pourrez analyser les réponses apportées aux occupations permanentes (logement, restauration etc) sur le domaine public fluvial pour approfondir votre diagnostic. Vous analyserez le statut de ces plateformes au regard du code des transports et proposerez des pistes de réglementation en matière de sécurité maritime.

Le cas échéant, vous identifierez des exemples intéressants dans d'autres pays européens.

Votre analyse examinera aussi les régimes fiscaux applicables selon les cas au regard des activités de commerce, de location immobilière, de recours aux services publics (déchets...) tant pour les collectivités locales que l'État.

Vous proposerez des éléments de doctrine pour répondre à ces sollicitations de manière la plus pertinente possible. Vous identifierez les adaptations souhaitables au cadre réglementaire ou législatif existant, ainsi que sur les modalités de collaboration entre services de l'État pour traiter efficacement ces projets.

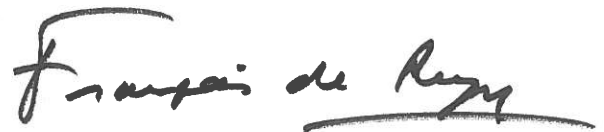
Votre analyse pourra proposer des solutions différenciées selon le contexte d'implantation (estuaires, proximité des côtes, zone économique exclusive...).

Pour mener à bien vos travaux, vous consulterez les administrations centrales du ministère de la transition écologique et solidaire et du ministère de la cohésion des territoires mais également celles des ministères chargés de la santé, de la fiscalité et de l'ordre public. Vous rencontrerez des opérateurs tels que le Cerema, l'Agence française pour la biodiversité et le Conservatoire du littoral. Au plan local, vous associerez des préfets maritimes ou délégués outre-mer, des préfets de départements littoraux et leurs services.

Vous veillerez également à rencontrer des porteurs de projet, les représentants de collectivités territoriales dont des autorités portuaires, les parcs naturels marins, des acteurs de la plaisance (fédération d'industries nautiques, gestionnaires de ports, loueurs de bateaux...), de la construction navale, du tourisme, des représentants d'activités socio-économiques susceptibles d'être impactées par la perte d'accès aux espaces occupés par ces structures artificielles (pêcheurs, conchyliculteurs...), des associations environnementales...

Votre analyse, fondée sur le contexte législatif français, veillera à bien identifier les enjeux de manière à pouvoir être mobilisée par les collectivités d'outre-mer dans leur champ de compétence.

Je souhaite disposer de votre rapport sous six mois.

A handwritten signature in black ink, reading "François de Rugy". The signature is fluid and cursive, with a long horizontal stroke at the end.

François de RUGY